



# Présentation des comptes annuels 2025

Bilan au 31 décembre 2025





# **APPROBATION DES COMPTES ANNUELS 2025**

## **PAR L'ASSEMBLEE GENERALE AIRPARIF**

**18 JUIN 2026**

Le présent document produit les comptes d'Airparif pour l'année 2025 tels qu'arrêtés par le Bureau d'Airparif le 26 mai dernier.

L'assemblée générale doit statuer sur l'approbation de ces comptes et du rapport moral et décider de l'affectation du résultat.

Vous trouverez dans ce document, les éléments financiers de Bilan comptable au 31/12/2025, le compte de résultat de l'année 2025, l'annexe comptable détaillant les méthodes comptables utilisées et certains postes du bilan et une présentation synthétique des chiffres clés de comptabilité générale et analytique avec un suivi de leur évolution par rapport à l'année précédente.

Illustration de la photo de couverture générée par IA.

# SOMMAIRE

1.	RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS 2025 .....	7
2.	COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2025 .....	12
2.1-	BILAN AU 31 DECEMBRE 2025 .....	13
2.2-	COMPTE DE RESULTAT 2025 .....	15
3.	ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE 2025 .....	17
3.1-	INFORMATIONS GENERALES .....	17
3.1.1 -	OBJET SOCIAL DE L'ASSOCIATION (ARTICLE 2 DE SES STATUTS) .....	17
3.1.2 -	DESCRIPTION DE LA NATURE ET DU PERIMETRE DES ACTIVITES OU MISSIONS SOCIALES REALISEES	18
3.1.3 -	DESCRIPTION DES MOYENS MIS EN ŒUVRE .....	18
3.2-	REGLES ET METHODES COMPTABLES .....	18
3.2.1 -	FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE .....	18
3.2.2 -	CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE : application du nouveau plan comptable associatif	18
3.2.3 -	METHODES D'EVALUATION .....	19
3.2.4 -	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS .....	19
3.2.5 -	STOCKS .....	20
3.3-	DONNEES ÉCONOMIQUES .....	20
3.3.1 -	RESSOURCES .....	20
3.3.2 -	MOYENS HUMAINS .....	20
3.3.3 -	ORGANIGRAMME .....	21
3.3.4 -	SOUS-TRAITANCE .....	21
3.4-	COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT .....	22
3.4.1 -	ACTIFS IMMOBILISES .....	22
3.4.2 -	AMORTISSEMENTS .....	23
3.4.3 -	PROVISIONS REGLEMENTEES – PROVISIONS POUR RISQUES CHARGES .....	23
3.4.4 -	ÉCHEANCES DES CRÉANCES ET DES DETTES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE .....	24
3.4.5 -	TRESORERIE ET PLACEMENTS .....	24
3.4.6 -	VARIATION DES FONDS PROPRES .....	25
3.4.7 -	DETAIL DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS OCTROYEES DANS L'ANNEE .....	25
3.4.8 -	COTISATIONS .....	25

3.4.9 -	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE.....	25
3.4.10 -	CHARGES A PAYER .....	25
3.4.11 -	DETTE GARANTIES PAR LES SÛRETES REELLES .....	26
3.4.12 -	ENGAGEMENTS DONNES.....	26
3.4.13 -	ENGAGEMENTS REÇUS .....	26
3.4.14 -	PRODUITS A RECEVOIR .....	26
3.4.15 -	TRAITEMENT COMPTABLE DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT PERÇUES PAR AIRPARIF ...	26
3.4.16 -	REPRISE DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RENOUVELABLES PAR AIRPARIF .....	27
3.4.17 -	AFFECTATION COMPTABLES DES DONS LIBERATOIRES DE TGAP .....	27
3.4.18 -	PRODUITS CONSTATES D'AVANCE .....	27
3.4.19 -	FONDS DEDIES .....	27
3.4.20 -	REGIME DE TVA APPLICABLE.....	27
3.4.21 -	SECTORISATION COMPTABLE DES ACTIVITES LUCRATIVES .....	27
3.4.22 -	REMUNERATIONS DES TROIS PLUS HAUTS DIRIGEANTS .....	28
3.4.23 -	HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES .....	28
4.	RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES .....	30
5.	COMPARAISON PAR RAPPORT AU BUDGET PRÉVISIONNEL 2025 ET AU RÉALISÉ 2024	34
5.1-	COMMENTAIRES SUR LE COMPTE DE RESULTAT 2025 .....	34
5.2-	RECETTES DE FONCTIONNEMENT ET INVESTISSEMENT .....	34
5.3-	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT.....	39
6.	ANNEXES.....	41



# 1. RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS 2025



## Airparif

ASSOCIATION LOI 1901

7, rue Crillon  
75004 Paris

### Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

La Fabrik - 28, avenue Marie-Louise – 94100 Saint-Maur – Tél 01 41 79 41 79  
bienvenue@pluriel.team – www.pluriel.team  
SARL au capital de 15.000 euros – Siren 440 493 385 – Code NAF : 6920Z  
Membre de l'ordre des experts-comptables de la région Paris Ile de France  
Membre de la compagnie régionale des commissaires aux comptes de Paris







## Airparif

ASSOCIATION LOI 1901

7, rue Crillon  
75 004 Paris

# Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Mesdames et Messieurs les membres de l'association Airparif,

### OPINION

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Airparif relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### FONDEMENT DE L'OPINION

---

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

**La Fabrik** - 28, avenue Marie-Louise – 94100 Saint-Maur – Tél 01 41 79 41 79  
bienvenue@pluriel.team – [www.pluriel.team](http://www.pluriel.team)

SARL au capital de 15.000 euros – Siren 440 493 385 – Code NAF : 6920Z  
Membre de l'ordre des experts-comptables de la région Paris Ile de France  
Membre de la compagnie régionale des commissaires aux comptes de Paris





Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

#### **OBSERVATION**

---

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note des « 3.2.2 - CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE : application du nouveau plan comptable associatif » de l'annexe qui expose le changement de méthodes comptables relatif à la première application des règlements ANC n°2022-06 et n°2023-03.

#### **JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

---

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- Le respect des dispositions du règlement ANC 2018-06 relatif aux récentes modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations ainsi que des règlements ANC n°2022-06 et n°2023-03 relatifs à la modernisation des états financiers
- L'exhaustivité et la réalité des produits comptabilisés
- Les informations fournies en annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

#### **VERIFICATION DU RAPPORT FINANCIER ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX MEMBRES**

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Bureau et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale.





#### **RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

---

Il appartient aux dirigeants d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'ils estiment nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe aux dirigeants d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

#### **RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Saint-Maur, le 5 juin 2026

**Pluriel Consultants**  
Société de Commissaires aux Comptes  
Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris

**Philippe Barré**  
Commissaire aux comptes, Associé



## 2. COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2025



**Airparif**

ASSOCIATION LOI 1901

7, rue Crillon  
75 004 Paris

**Comptes annuels au 31 décembre 2025**



## 2.1- BILAN AU 31 DECEMBRE 2025

### BILAN ACTIF AU 31/12/2025

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
<b>FRAIS D'ETABLISSEMENT (I)</b>				
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>962 861</b>	<b>850 936</b>	<b>111 925</b>	<b>232 398</b>
Frais de développement	704 947	598 383	106 565	208 517
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires	257 914	252 554	5 360	23 880
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>26 190 238</b>	<b>12 529 943</b>	<b>13 660 295</b>	<b>13 644 348</b>
Terrains	5 059 822		5 059 822	5 059 822
Constructions	10 542 161	3 593 601	6 948 560	6 735 622
Installations techniques, matériel et outillage industriels	7 773 181	6 694 899	1 078 282	1 379 110
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	2 815 074	2 241 443	573 631	469 794
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
<b>Immobilisations financières</b>	<b>237 231</b>		<b>237 231</b>	<b>222 204</b>
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	215 042		215 042	197 073
Autres immobilisations financières	22 189		22 189	25 131
<b>Total II</b>	<b>27 390 331</b>	<b>13 380 879</b>	<b>14 009 451</b>	<b>14 098 950</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks et en-cours</b>	284 077		284 077	305 579
<b>Créances</b>				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	2 876 344		2 876 344	2 597 845
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	2 522 245		2 522 245	2 468 362
Charges constatées d'avance	99 044		99 044	121 044
Valeurs mobilières de placement	1 394 128		1 394 128	680 449
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	196 848		196 848	1 181 865
<b>Total III</b>	<b>7 372 685</b>		<b>7 372 685</b>	<b>7 355 144</b>
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecart de conversion et différences d'évaluation Actif (VI)				
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)</b>	<b>34 763 016</b>	<b>13 380 879</b>	<b>21 382 136</b>	<b>21 454 094</b>

# BILAN PASSIF AU 31/12/2025

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	3 481 990	3 418 759
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	4 496	552 215
Autres		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	81 235	- 484 488
<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>3 567 721</b>	<b>3 486 486</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	5 062 855	4 901 814
Provisions réglementées		
<b>Total I</b>	<b>8 630 576</b>	<b>8 388 300</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
<b>Total II</b>		
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	406 553	432 566
Provisions pour charges		
<b>Total III</b>	<b>406 553</b>	<b>432 566</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	8 358 301	8 786 028
Emprunts et dettes financières diverses		
Instruments financiers à terme		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	335 033	382 886
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	861 176	822 503
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance	2 790 498	2 641 812
<b>Total IV</b>	<b>12 345 008</b>	<b>12 633 229</b>
Ecart de conversion et différences d'évaluation Passif (V)		
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>21 382 136</b>	<b>21 454 094</b>

## 2.2- COMPTE DE RESULTAT 2025

### COMPTE DE RESULTAT - Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	441 609	533 965
<b>Ventes de biens et services</b>	<b>2 315 301</b>	<b>1 940 352</b>
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	2 315 301	1 940 352
dont parrainages		
<b>Produits de tiers financeurs</b>	<b>7 250 130</b>	<b>6 046 849</b>
Concours publics et subventions d'exploitation	7 250 130	6 046 849
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	26 013	12 956
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	200	
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	8 749	1 048 260
<b>Total I</b>	<b>10 042 002</b>	<b>9 582 382</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock	21 502	37 417
Autres achats et charges externes	1 795 044	2 183 991
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	663 145	652 971
Salaires	4 104 174	4 131 585
Cotisations sociales	1 908 721	1 918 105
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 274 357	1 410 471
Dotations aux provisions		
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	2 318	
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	38 076	44 272
<b>Total II</b>	<b>9 807 338</b>	<b>10 378 813</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>234 664</b>	<b>-796 431</b>

**COMPTE DE RESULTAT - Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025**

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
--------------------	------------	--------------

<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	25 919	51 608
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions et dépréciations		
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
<b>Total III</b>	<b>25 919</b>	<b>51 608</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	146 040	151 424
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
<b>Total IV</b>	<b>146 040</b>	<b>151 424</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>-120 121</b>	<b>-99 815</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)</b>	<b>114 543</b>	<b>-896 246</b>
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		638 325
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		243 797
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>0</b>	<b>394 529</b>
<b>Participation des salariés aux résultats (VII)</b>		
<b>Impôts sur les bénéfices (VIII)</b>	33 308	-17 229
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>10 067 921</b>	<b>10 272 315</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>9 986 686</b>	<b>10 756 804</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>81 235</b>	<b>-484 488</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>		
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>		



# 3. ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE 2025

Le bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2025 s'élève à un montant de **21 382 136,43 €** et le compte de résultat, présenté sous forme de liste, fait apparaître un **résultat excédentaire de 81 234,79 € avant reprise sur la réserve pour projet spécifique (fin du financement de l'étude des émissions de chaufferies biomasse de faible puissance)**.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 au 31 décembre 2025.

Les notes et tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes ont été établis le 6 mai 2026 et seront présentés au Bureau d'Airparif le 26 mai 2026 pour être arrêtés.

## 3.1- INFORMATIONS GENERALES

### 3.1.1 - OBJET SOCIAL DE L'ASSOCIATION (ARTICLE 2 DE SES STATUTS)

#### MISSIONS D'INTERET GENERAL D'AIRPARIF

Dans le cadre des textes réglementaires en vigueur (Arrêté du 16 avril 2021 relatif au dispositif national de surveillance de la qualité de l'air ambiant), Airparif a pour objet de contribuer à la protection de l'environnement dans le domaine de la lutte contre la pollution atmosphérique et son information en Île-de-France.

Airparif est chargée dans sa zone de compétence :

- de mettre en œuvre tous moyens d'observation, de prévision ou de description permettant la caractérisation objective de l'état de la qualité de l'air en Ile-de-France, la compréhension des tendances et les évolutions prospectives;
- de réaliser des études et des bilans relatifs à cette qualité de l'air et d'accompagner l'évaluation des plans d'action et des politiques publiques, en lien avec le climat, l'énergie et la santé
- de d'informer ;
- de contribuer à l'innovation.

Airparif participe aux études et actions de recherche scientifique qui contribuent au développement des connaissances sur la pollution de l'air et ses effets.

Airparif développe des échanges régionaux, nationaux et de coopération internationale à des fins d'amélioration des connaissances et de pédagogie en matière de qualité de l'air et de protection de l'environnement atmosphérique, de transfert de compétence et de valorisation de l'expertise française et francilienne.

Airparif peut participer à des groupements de moyens pour l'exercice de ses activités conformes à son objet social.

#### PRESTATIONS

Airparif peut effectuer en tous lieux des études spécifiques pour ses membres et partenaires et prestations permettant de valoriser les compétences développées dans le cadre de ses missions.

### 3.1.2 - DESCRIPTION DE LA NATURE ET DU PERIMETRE DES ACTIVITES OU MISSIONS SOCIALES REALISEES

Se référer au rapport moral pour 2025 qui détaille, dans chaque axe stratégique du PRSQA, l'ensemble des actions menées par Airparif au cours de l'exercice 2025.

### 3.1.3 - DESCRIPTION DES MOYENS MIS EN ŒUVRE

L'immeuble d'Airparif, 7, rue Crillon, représente une surface de 1740 m<sup>2</sup> utilisables. Airparif est propriétaire du bâtiment depuis le 14 septembre 2017.

La flotte automobile comprend 12 véhicules motorisés (dont 7 en motorisation essence SP95, 1 hybride essence, 1 diesel équipé de filtres à particules, 3 véhicules 100 % électrique). Elle est constituée d'un camion laboratoire et 11 véhicules de services utilitaires légers. Un vélo cargo à assistance électrique complète cette flotte pour les déplacements sur les sites parisiens proches. Quatre remorques sont également à disposition pour les campagnes d'études. Au 31/12/2025, l'âge moyen des véhicules utilitaires légers est de 6 ans.

## 3.2- REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03 et le règlement ANC n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, modifié par les règlements ANC n°2022-06 et 2023-03 relatifs à la modernisation des états financiers.

Par ailleurs, le guide méthodologique comptable des Associations agréées de surveillance de la qualité de l'air (AASQA) a été respecté.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base ci-après :

- Continuité de l'exploitation,
- Indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

### 3.2.1 - FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Astreinte décidée par le Conseil d'Etat : Il n'y a pas eu de nouveau versement d'astreinte décidée par le Conseil d'Etat en 2025.

2025 voit l'aboutissement de l'étude sur les émissions des chaufferies biomasse de faible puissance, financée par une précédente astreinte d'un million d'euros placée en réserves fin 2022.

Cette étude étant terminée en 2025, le reliquat de la réserve spécifique pour ce projet (4496,21 €) sera soldé lors de l'affectation du résultat 2025.

### 3.2.2 - CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE : application du nouveau plan comptable associatif

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, Airparif s'est conformé aux règles du nouveau plan comptable associatif tel que décrit dans les règlements ANC n°2022-06 et 2023-03 relatifs à la modernisation des états financiers. Les changements les plus significatifs concernent :

- la quote-part de reprise de subventions d'investissements virées au résultat qui étaient comptabilisées en compte 757 Autres produits et qui le sont désormais en compte 747 – rubrique Concours publics et subventions d'exploitation pour un montant de 1 101 004.33 euros ;

- les valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés sont désormais comptabilisées en Autres charges alors que pour l'exercice n-1, elles étaient comptabilisées en produits exceptionnels.

### 3.2.3 - METHODES D'EVALUATION

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques.

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition frais accessoires et TVA non récupérable incluse.

Depuis l'exercice clos au 31 décembre 2021, l'association adopte la méthode préférentielle d'activation des dépenses de site internet au bilan.

### 3.2.4 - AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS

Conformément au guide méthodologique applicable aux AASQA, les amortissements des immobilisations sont calculés en fonction des durées de vie prévues suivantes :

<b>Construction sur sol d'autrui</b>	5 à 6 ans
<b>Logiciels</b>	1 à 4 ans
<b>Agencements</b>	3 à 8 ans
<b>Matériel de transport</b>	5 ans
<b>Mobilier</b>	10 ans
<b>Matériel informatique et de bureau</b>	2 à 5 ans
<b>Matériel et outillage</b>	2 à 7 ans
<b>Frais de recherche et développement</b>	5 ans
<b>Micro-capteur</b>	3 ans
<b>Matériels mesures à l'émission</b>	3 ans

Les durées d'amortissements des différents composants du siège social sont les suivantes :

<b>Terrain</b>	pas d'amortissement
<b>Construction : gros œuvre</b>	50 ans
<b>Construction : menuiseries structure</b>	20 ans
<b>Construction : chauffage/climatisation</b>	20 ans
<b>Construction : électricité structure</b>	20 ans
<b>Construction : plomberie/sanitaires</b>	20 ans
<b>Construction : ravalement</b>	15 ans
<b>Construction : étanchéité</b>	12 ans
<b>Construction : ascenseur</b>	15 ans

### 3.2.5 - STOCKS

Le stock de pièces détachées s'élève à 284 076,84 €. Les stocks sont évalués au coût d'achat réel.

Ce stock (concernant l'activité d'intérêt général de l'association) est comptabilisé pour sa valeur TTC, Airparif ne récupère pas la TVA sur l'activité d'intérêt général.

Aucune dépréciation du stock n'a été comptabilisée au 31/12/2025.

## 3.3- DONNEES ÉCONOMIQUES

### 3.3.1 - RESSOURCES

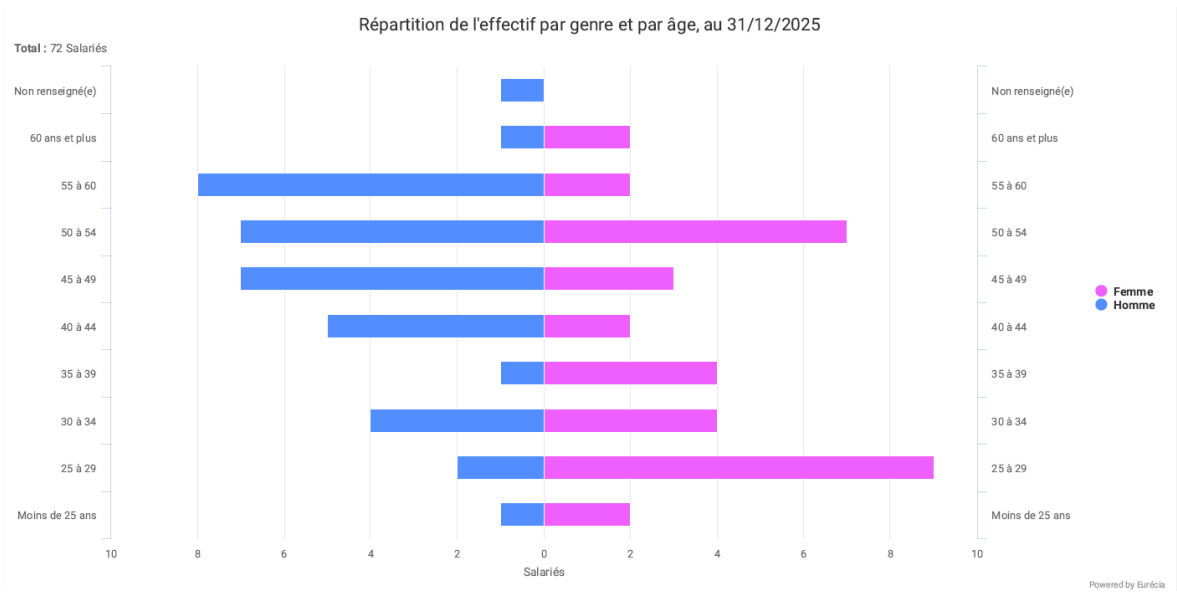
Se reporter aux tableaux de comparaison des recettes de fonctionnement 2025 par rapport à 2024 et par rapport au budget prévisionnel 2025.

### 3.3.2 - MOYENS HUMAINS

Au 31 décembre 2025, le personnel d'Airparif, était constitué de 72 salariés représentant 69,26 « équivalent temps plein » (ETP). 70 salariés étaient sous contrat à durée indéterminée, 2 en contrat à durée déterminée pour faire face à un surcroît d'activité. Du fait des incertitudes budgétaires, une vigilance renforcée a été de mise tout au long de l'année sur ce poste, avec des postes non remplacés et des recrutements décalés, induisant des conséquences en termes de charge.

Pour rappel, à fin décembre 2023, l'effectif ETP était à 77,12 et à fin décembre 2024, à 71,96.

Au total, Airparif compte 37 hommes et 35 femmes, avec une moyenne d'âge qui s'établit à 42 ans (41,5 ans en 2024) et une ancienneté moyenne de 14 ans (13 ans en 2024).

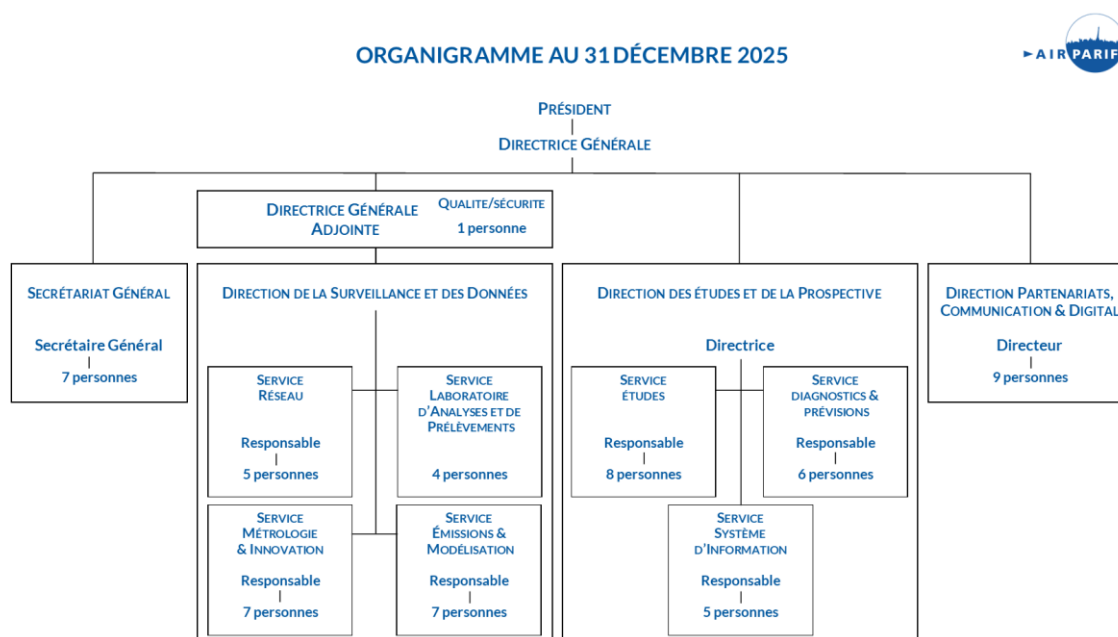


Le graphique ci-dessus présente la pyramide des âges de l'effectif.

58 % de l'effectif d'Airparif a plus de 40 ans (57% en 2024) et 49 % de l'effectif est âgé de plus de 45 ans (contre 48 % en 2024). Les moins de 35 ans représentent 33 % de l'effectif (36 % en 2024).

### 3.3.3 - ORGANIGRAMME

L'organigramme des directions et services s'établit ainsi au 31 décembre 2025 :



### 3.3.4 - SOUS-TRAITANCE

Les frais de sous-traitance comptabilisés concernent principalement :

- des achats de données météorologiques et cartographiques,
- des analyses chimiques en laboratoires externes (métaux, HAP, pesticides),
- des prestations de pose et dépose de moyens de mesure, notamment dans le cadre du projet étude des émissions des chaufferies biomasse,
- de raccordements d'étalonnages métrologiques,
- des prestations externalisées de modélisation,
- d'envoi de messages d'alertes,
- la prestation de veille de presse,
- l'hébergement du site web,
- des études sous-traitées à des laboratoires ou instituts de recherche.

## 3.4- COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

### 3.4.1 - ACTIFS IMMOBILISES

#### NOUVELLE REGLEMENTATION SUR LES ACTIFS : APPROCHE PAR COMPOSANTS

Le parc d'immobilisations d'Airparif a été examiné de façon exhaustive.

Compte-tenu des valeurs relativement faibles des immobilisations et des durées de vie homogènes des différents composants des immobilisations techniques, le découpage par composant n'a pas été retenu. Seul l'immeuble fait l'objet d'un amortissement par composant.

EN €UROS	VALEUR BRUTE AU 1/01/2025	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	VALEUR BRUTE AU 31/12/2025
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>1 086 442</b>	<b>-</b>	<b>123 581</b>	<b>962 861</b>
Frais de recherche & développement	792 680	-	87 733	704 947
Concessions, brevets, licences	293 762	-	35 848	257 914
Autre immo incorporelles				-
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>25 915 056</b>	<b>1 239 643</b>	<b>964 460</b>	<b>26 190 238</b>
Terrains	5 059 822	-	-	5 059 822
Constructions	10 104 134	538 096	100 069	10 542 161
Install. Techn, Matériel & Outill.	8 130 254	294 159	651 231	7 773 181
Autres immos corp.	2 533 146	242 641	145 667	2 630 121
Avances et acomptes s/ immos	87 700	164 748	67 494	184 953
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>	<b>222 204</b>	<b>18 027</b>	<b>3 000</b>	<b>237 231</b>
Prêts	197 073	17 969	-	215 042
Dépôts & cautionnements versés	25 131	58	3 000	22 189
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ</b>	<b>27 223 702</b>	<b>1 257 670</b>	<b>1 091 042</b>	<b>27 390 331</b>

### 3.4.2 - AMORTISSEMENTS

EN €UROS	AU 01/01/2025	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	AU 31/12/2025
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>854 044,62</b>	<b>120 472,98</b>	<b>123 581,19</b>	<b>850 936,41</b>
Frais de recherche & développement	584 162,81	101 952,64	87 732,93	598 382,52
Concessions, brevets, licences	269 881,81	18 520,34	35 848,26	252 553,89
Autres immos incorporelles				-
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>12 270 707,23</b>	<b>1 153 884,46</b>	<b>894 648,67</b>	<b>12 529 943,02</b>
Terrains		-	-	-
Constructions	3 368 512,05	325 157,52	100 068,56	3 593 601,01
Install. Techn, Matériel & Outill.	6 751 143,66	592 669,30	648 913,60	6 694 899,36
Autres immos corp.	2 151 051,52	236 057,64	145 666,51	2 241 442,65
<b>TOTAL AMORTISSEMENTS</b>	<b>13 124 751,85</b>	<b>1 274 357,44</b>	<b>1 018 229,86</b>	<b>13 380 879,43</b>

### 3.4.3 - PROVISIONS REGLEMENTEES – PROVISIONS POUR RISQUES CHARGES

Une reprise sur provision pour engagements indemnités de fin de carrière a été constatée sur l'exercice 2025 pour un montant de 26 013 €. Cette somme correspond à la variation du montant de l'engagement pour indemnités de fin de carrière entre 2025 et 2024.

En effet, A la clôture de l'exercice, le montant de la "dette actuarielle" en matière d'indemnités de fin de carrière (IFC) s'élève à 603 836 euros.

La dette actuarielle est déterminée à partir des paramètres généraux suivants :

- Année de calcul : 2025
- Taux d'actualisation : 4,04 %
- Méthode de calcul : Rétrospective Prorata Temporis
- Convention collective : Entreprise - Accord spécifique d'entreprise
- Initiative du départ : Le départ intervient à l'initiative du salarié.
- Table de mortalité : INSEE 2019-2021 - données prov.

En ce qui concerne les paramètres des catégories, ont été retenus :

- Age de départ prévu (sauf dérogation individuelle)

- 64 ans pour la catégorie : Cadres
- 64 ans pour la catégorie : Employés
- 64 ans pour la catégorie : Profession intermédiaire

- Progression de salaires

- 2% Constant pour la catégorie : Cadres
- 2% Constant pour la catégorie : Employés
- 2% Constant pour la catégorie : Profession intermédiaire

- Taux de rotation

- 5 % dégressif pour la catégorie : Cadres
- 5 % constant pour la catégorie : Employés
- 5 % constant pour la catégorie : Profession intermédiaire

- Taux de charges sociales patronales

- o 50 % pour la catégorie : Cadres
- o 50 % pour la catégorie : Employés
- o 50 % pour la catégorie : Profession intermédiaire

La dette actuarielle est inscrite au bilan sous forme de provision, avec les caractéristiques suivantes :

- Montant total de la provision comptabilisée à la date de clôture : 406 553 euros

- Mouvement de la provision au cours de l'exercice (+ si dotation, - si reprise) : - 26 013 euros

Elle fait également l'objet d'une externalisation auprès d'un organisme d'assurance, dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Valeur de la part externalisée à la date de clôture : 197 283 euros

- Montant de la cotisation IFC (ou IFC/IL) versée sur l'exercice 2025 : 0 euros

### 3.4.4 - ÉCHEANCES DES CRÉANCES ET DES DETTES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

AU 31/12/2025	À UN AN AU PLUS	À PLUS D'UN AN ET MOINS DE 5 ANS	À PLUS DE 5 ANS	TOTAL BRUT EN EUROS
<b>CRÉANCES</b>	<b>5 112 183,97</b>	<b>246 657,66</b>	-	<b>5 358 841,63</b>
Clients & cptes rattachés	2 876 343,73			2 876 343,73
Autres créances	2 235 840,24	246 657,66		2 482 497,90
<b>DETTES</b>	<b>4 421 761,58</b>	<b>1 350 401,30</b>	<b>6 572 844,96</b>	<b>12 345 007,84</b>
Dettes auprès établ crédit	435 055,08	1 350 401,30	6 572 844,96	8 358 301,34
Fournisseurs & cptes rattachés	335 032,85			335 032,85
Dettes fiscales & sociales, autres dettes	861 175,84			861 175,84
Produits constatés d'avance	2 790 497,81			2 790 497,81

### 3.4.5 - TRESORERIE ET PLACEMENTS

N° compte	AU 31/12/2025	TOTAL BRUT EN EUROS
<b>CRÉDIT MUTUEL</b>		
512111	Compte courant	39 923,33
5081105	Parts sociales	30 330,00
5081108	Livret partenaire association	363 798,03
512113	Livret bleu/orange	81 929,81
<b>SOCIÉTÉ GÉNÉRALE</b>		
512117	compte courant	54 257,73
512118	compte sur livret	2 640,85
5081109	CAT SG	500 000,00
5081110	CAT SG	500 000,00
518700	<b>Intérêts courus à recevoir</b>	17 585,62
531100	<b>CAISSE</b>	510,19
<b>TOTAL</b>		<b>1 590 975,56</b>



Suivant les principes du plan comptable associatif, les produits financiers sont comptabilisés lors des cessions des valeurs mobilières de placement. Ces placements financiers permettent de garantir la continuité de l'activité en début d'année, dans l'attente de la perception des premières contributions et subventions.

### 3.4.6 - VARIATION DES FONDS PROPRES

VARIATION DES FONDS PROPRES	À L'OUVERTURE 01/01/2025	AFFECTATION DU RÉSULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	À LA CLÔTURE 31/12/2025
Fonds propres sans droit de reprise	3 418 759,44	63 230,38			3 481 989,82
Réserve pour Projet de l'entité	552 214,98			547 718,77	4 496,21
Excédent ou déficit de l'exercice	- 484 488,39	484 488,39	81 234,79		81 234,79
Situation nette	3 486 486,03	547 718,77	81 234,79	547 718,77	3 567 720,82
Subventions d'investissement (nettes de reprises)	4 901 813,58		161 041,22		5 062 854,80
Dotations Provisions Engagements Retraite	432 566,00			26 013,00	406 553,00
<b>TOTAL I</b>	<b>8 820 865,61</b>	<b>547 718,77</b>	<b>242 276,01</b>	<b>- 573 731,77</b>	<b>9 037 128,62</b>

### 3.4.7 - DETAIL DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS OCTROYEES DANS L'ANNEE

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	EXERCICE 2025
<b>RÉGION</b> - Contribution budget investissement Airparif	794 000
<b>MGP</b> - Contribution budget investissement Airparif	300 000
<b>ÉTAT</b> - Contribution budget investissement Airparif	187 655
<b>INDUSTRIEL</b> - TGAP	-
<b>TOTAL I</b>	<b>1 281 655</b>

### 3.4.8 - COTISATIONS

Les cotisations versées par les membres sont comptabilisées au cours de l'exercice au titre duquel elles se rattachent. Le détail de ces cotisations est présenté en annexe page 43.

### 3.4.9 - CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Les charges constatées d'avance s'élèvent au 31 décembre 2025 à 99 044,28 €.

Ces charges correspondent à diverses charges constatées d'avance (abonnements divers, maintenances, primes d'assurances).

### 3.4.10 - CHARGES A PAYER

Airparif inscrit en comptabilité (compte 4282 « Dette provisionnée pour congés à payer » et compte 4382 « charges sociales sur congés à payer »), la dette provisionnée pour congés à payer calculée en fonction des jours de congés restant à prendre par chacun des salariés au titre de l'année en cours.

Au 31/12/2025, cette dette provisionnée pour congés à payer s'élève à 172 339,65 €, charges sociales comprises.

Les dettes envers les fournisseurs et comptes rattachés s'élèvent au 31 décembre 2025 à 335 032,85 €.

### **3.4.11 - DETTES GARANTIES PAR LES SÛRETES REELLES**

Dans le cadre de l'acquisition du siège social, ont été constituées les garanties suivantes :

- Privilège de Prêteur de Deniers en premier rang à hauteur de 3.000.000 € en principal augmenté de tous frais, intérêts et accessoires évalués à 15 % en concurrence avec l'inscription de Privilège de Prêteur de Deniers qui bénéficie à la SOCIETE GENERALE
  - Date de première échéance : 14 octobre 2017.
  - Date de dernière échéance : 14 septembre 2024.
  - Date d'effet de l'inscription : 14 septembre 2025.
- Privilège de Prêteur de Deniers en premier rang à hauteur de 8.900.000 € en principal augmenté de tous frais, intérêts et accessoires évalués à 15 % en concurrence avec l'inscription de Privilège de Prêteur de Deniers qui bénéficiera à la SOCIETE GENERALE au titre du prêt ci-dessus.
  - Date de première échéance : 14 octobre 2017.
  - Date de dernière échéance : 14 septembre 2042.
  - Date d'effet de l'inscription : 14 septembre 2043.

### **3.4.12 - ENGAGEMENTS DONNES**

Néant.

### **3.4.13 - ENGAGEMENTS REÇUS**

Néant.

### **3.4.14 - PRODUITS A RECEVOIR**

Néant.

### **3.4.15 - TRAITEMENT COMPTABLE DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT PERÇUES PAR AIRPARIF**

Le règlement ANC n° 2022-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, précise au point 6 de l'annexe : « les associations et fondations peuvent recevoir des subventions d'investissement destinées au financement d'un ou plusieurs biens dont le renouvellement incombe ou non à l'organisme, cette distinction s'opère en analysant la convention de financement, ou à défaut, en prenant en considération les contraintes de fonctionnement de l'organisme. Les subventions d'investissement affectées à un bien renouvelable par l'association sont maintenues au passif dans les fonds associatifs avec ou sans droit de reprise, les subventions d'investissement affectées à un bien non renouvelable par l'association sont inscrites au compte 13 « subventions d'investissements affectées à des biens non renouvelables » et sont reprises au compte de résultat au rythme de l'amortissement de ce bien. »

Les courriers émis par le Conseil National de la Comptabilité et le Ministère de l'Ecologie et du développement Durable en date respectives des 3 décembre 2003 et 19 mars 2004 prennent en considération les contraintes spécifiques de fonctionnement des associations de surveillance de la qualité de l'air et préconisent de comptabiliser les subventions d'investissement en compte 13 avec une reprise au compte de résultat.

Airparif utilisait cette règle de comptabilisation depuis l'exercice 1997 pour les subventions d'investissement reçues de la part de l'État et des collectivités locales. Depuis l'exercice 2004, les dons des industriels destinés à financer l'investissement sont comptabilisés de la même façon.

### **3.4.16 - REPRISE DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RENOUVELABLES PAR AIRPARIF**

Les subventions d'investissement inscrites au bilan sont reprises annuellement au prorata des dotations aux amortissements des immobilisations qu'elles ont servi à financer et pour éventuellement annuler au compte de résultat l'impact de dépenses d'investissement comptabilisées en charges.

Pour ce faire, cette quote-part est transférée au compte de résultat par le crédit d'un compte nommé « quote-part des subventions d'investissement virée au compte de résultat ».

A compter de 2025, la reprise de subvention est constatée au crédit du compte « 747 - Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice »

Cette quote-part s'élève pour l'exercice 2025 à 1 101 004,33 €.

### **3.4.17 - AFFECTATION COMPTABLES DES DONS LIBERATOIRES DE TGAP**

Les dons libératoires de TGAP versés par les industriels soumis à cette taxe sur leurs activités polluantes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2025 sont comptabilisés au crédit du compte 743 100.

### **3.4.18 - PRODUITS CONSTATES D'AVANCE**

Au 31/12/2025, leur montant s'élève à 2 790 497,81 € et correspondent à une partie de financements d'études obtenus sur 2025 et les années antérieures et pour lesquels les travaux seront réalisés par Airparif en 2026, 2027 et 2028. Les subventions qui financent des programmes pluriannuels, en l'absence de précision dans la convention, sont rapportées au résultat à hauteur de l'avancement du dossier par rapport au % de temps passé par les équipes.

### **3.4.19 - FONDS DEDIES**

Néant.

### **3.4.20 - REGIME DE TVA APPLICABLE**

La direction de la Législation Fiscale a publié en mars 2002 une fiche technique fiscale venant confirmer le non-assujettissement d'Airparif aux impôts commerciaux et notamment à la TVA pour les activités d'intérêt général.

Par conséquent, Airparif ne collecte pas la TVA sur ces recettes liées à cette activité d'intérêt général et ne la récupère pas sur les factures de ses fournisseurs (à l'exception des charges de structure dont la TVA est partiellement récupérable et les charges liées à l'activité lucrative). Les charges sont donc essentiellement enregistrées pour leur montant TTC.

### **3.4.21 - SECTORISATION COMPTABLE DES ACTIVITES LUCRATIVES**

Airparif ayant dépassé en 2025 le seuil de 80 011 € d'encaissement de recettes lucratives, une sectorisation comptable de ces activités a été pratiquée sur l'ensemble de l'exercice 2025.

### **3.4.22 - REMUNERATIONS DES TROIS PLUS HAUTS DIRIGEANTS**

Conformément à l'article 20 de la loi du 23 mai 2006, nous portons à votre connaissance le montant des rémunérations brutes versées aux trois plus hauts dirigeants bénévoles ou salariés de notre association, soit un montant total de 232 250 €.

### **3.4.23 - HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Rémunération des commissaires aux comptes :

Montant comptabilisé au titre du contrôle légal des comptes annuels : 17 000 € HT, soit 20 400 € TTC



## **Annexe**

### **Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



## 4. RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES



**Airparif**

ASSOCIATION LOI 1901

7, rue Crillon  
75 004 Paris

### **Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées**

**Assemblée générale d'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 31 décembre 2025**

**La Fabrik** - 28, avenue Marie-Louise – 94100 Saint-Maur – Tél. 01 41 79 41 79  
bienvenue@pluriel.team – [www.pluriel.team](http://www.pluriel.team)

SARL au capital de 15.000 euros – Siren 440 493 385 – Code NAF : 6920Z  
Membre de l'ordre des experts-comptables de la région Paris Ile de France  
Membre de la compagnie régionale des commissaires aux comptes de Paris





## Airparif

ASSOCIATION LOI 1901

7, rue Crillon  
75 004 Paris

### Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 31 décembre 2025

Mesdames et Messieurs les membres de l'association Airparif,

En notre qualité de commissaire aux comptes de l'association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions.

Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attache à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

En application de l'article R 612-7 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions mentionnées à l'article L 612-5 du Code de commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

La Fabrik - 28, avenue Marie-Louise - 94100 Saint-Maur - Tél. 01 41 79 41 79  
bienvenue@pluriel.team - [www.pluriel.team](http://www.pluriel.team)

SARL au capital de 15.000 euros - Siren 440 493 385 - Code NAF : 6920Z  
Membre de l'ordre des experts-comptables de la région Paris Ile de France  
Membre de la compagnie régionale des commissaires aux comptes de Paris





Objet de la convention	Administrateur concerné	Contact partenaire	montant prévus dans la convention	date signature	impact comptes de l'exercice 2025
Fonctionnement					
Convention Financement fonctionnement général 2025	DRIEAT	M. Marc GUILLAUME	603 375 €	08/04/2025	Impact sur le résultat de l'exercice : + 603 375 €
Avenant n° 1 à la convention Financement fonctionnement général 2025	DRIEAT	M. Marc GUILLAUME	2 012 895 €	04/06/2025	Impact sur le résultat de l'exercice : + 2 012 895 €
Convention Financement Amélioration inventaire consommations énergie ROSE	DRIEAT	M. Jean-Marc PICARD	30 000 €	29/12/2025	Impact sur le résultat de l'exercice : + 0 €
Convention ARS Ile-de-France - Financement fonctionnement pluri-annual 2025-2027	ARS IDF	M. Denis ROBIN	375 000 €	26/08/2025	Impact sur le résultat de l'exercice : + 125 000 €
Convention ARS Ile-de-France Financement actions PRSE 4	ARS IDF	M. Denis ROBIN	220 000 €	26/08/2025	Impact sur le résultat de l'exercice : + 72 788 €
Convention ADEME Financement OPIUS - Potentiel oxydant	ADEME	M. Jérémie ALMOSNI	20 719 €	11/07/2025	Impact sur le résultat de l'exercice : + 4 765 €
Convention ADEME Financement Animation et renforcement travaux du ROSE	ADEME	Mme Patricia BLANC	74 995 €	15/10/2025	Impact sur le résultat de l'exercice : + 0 €
Convention ADEME Financement AQACIA projet COSMOS	ADEME	Mme Patricia BLANC	100 143 €	05/12/2025	Impact sur le résultat de l'exercice : + 0 €
Convention ADEME Financement AACTAIR projet trajectoires OMS	ADEME	Mme Patricia BLANC	137 363 €	08/10/2025	Impact sur le résultat de l'exercice : + 2 747 €
Engagement financier de la Ville de Paris (subvention de Fonctionnement 2025 )	Ville de Paris	Mme Pauline LAVAUD	345 168 €	14/02/2025	Impact sur le résultat de l'exercice : + 345 168 €
Convention pluri-annuelle 2024-2027	Conseil Régional IDF	Mme Valérie PECRESSE	650 000 €	1ère tranche : 30/01/2025 2ème tranche : 19/06/2025	Impact sur le résultat de l'exercice : + 650 000 €
Convention pluri-annuelle 2025-2027	Métropole du Grand Paris	M. Patrick OLLIER	668 000 €	02/03/2025	Impact sur le résultat de l'exercice : + 668 000 €
Avenant N°1 à la convention pluri-annuelle	Métropole du Grand Paris	M. Patrick OLLIER	198 000 €	29/10/2025	Impact sur le résultat de l'exercice : + 198 000 €
Convention de partenariat CD 91 : financement fonctionnement 2025	CD91	M. DUROUVRAY	38 860 €	28/11/2025	Impact sur le résultat de l'exercice : + 38 860 €
Délégation du CD 93 : financement fonctionnement 2025	CD93	M. Stéphane TROUSSEL	20 400 €	2025	Impact sur le résultat de l'exercice : + 20 400 €
Avenant à la convention d'objectifs et de moyens : financement fonctionnement 2025	CD94	M. Olivier CAPITANO	20 000 €	17/12/2025	Impact sur le résultat de l'exercice : + 20 000 €
Délégation du CD95 : financement Fonctionnement 2025	CD95	Mme CAVESCHI	18 009 €	2025	Impact sur le résultat de l'exercice : + 18 009 €
Financement du Fonctionnement 2025	Ile-de-France Mobilités	Mme Valérie PECRESSE	54 758 €	2025	Impact sur le résultat de l'exercice : + 54 768 €
Financement fonctionnement ADP 2025	ADP	Mme Julie FRANCOIS	55 141 €	21/05/2025	Impact sur le résultat de l'exercice : + 55 141 €
Financement fonctionnement PFA 2025	PFA	M. Nicolas Le Bigot	56 806 €	13/02/2025	Impact sur le résultat de l'exercice : + 56 806 €
Financement fonctionnement RATP 2025	RATP	Mme Sophie Mazoué	57 990 €	13/02/2025	Impact sur le résultat de l'exercice : + 57 990 €
Financement fonctionnement SNCF Gares & Connexions 2025	SNCF GARES	Mme Anais WATBLED	33 959 €	16/07/2025	Impact sur le résultat de l'exercice : + 33 959 €

Pluriel Consultants  
Philippe Barré  
Associé

Saint-Maur, le 5 juin 2026



Investissement					
Décisions d'attribution de subvention d'investissement	Conseil régional Île-de-France	Mme Valérie PECRESSE	608 000 €	1ère tranche : 30/01/2025 2ème tranche : 19/06/2025	Subvention d'investissement : 608 000 €
Subvention d'investissement Projet "expérimentation dépollution chaufferies biomasse"	Conseil régional Île-de-France	Mme Valérie PECRESSE	170 000 €	20/11/2025	Subvention d'investissement : 170 000 €
Convention subvention investissement 2025	DRIEAT	M. Marc GUILLAUME	133 415 €	27/05/2025	Subvention d'investissement : 133 415 €
Convention pluri-annuelle 2025-2027	Métropole du Grand Paris	M. Patrick OLLIER	300 000 €	02/03/2025	Subvention d'investissement : 300 000 €

  
Pluriel Consultants  
Philippe Barré  
Associé

Saint-Maur, le 5 juin 2026

# 5. COMPARAISON PAR RAPPORT AU BUDGET PRÉVISIONNEL 2025 ET AU RÉALISÉ 2024

## 5.1- COMMENTAIRES SUR LE COMPTE DE RESULTAT 2025

L'exercice comptable 2025 se solde par un résultat légèrement excédentaire de 81 234,79 €.

Malgré un contexte économique tendu et les manques à gagner constatés en 2025 (non-paiement de la cotisation d'un membre, départ de 2 acteurs économiques avec ICADE et VEOLIA, baisse tendancielle de TGAP, gel budgétaire...), ce résultat comptable équilibré et non déficitaire, est permis principalement par une collecte de TGAP exceptionnellement plus importante que prévue (+ 176k€) liées à une activité d'émissions polluantes supérieure au scénario retenu pour le budget (toujours de fortes incertitudes de l'ordre de 100 k€ d'une année sur l'autre) et une baisse tendancielle moins marquée que prévue (-50 K€ cette année au lieu de -100K€ prévus entre 2024 et 2025).

Il est également permis par des engagements tenus en termes de volume d'études par les équipes et apportés par nos partenaires et nos membres, à un niveau conséquent (2,8 M€) et en limite de capacité au regard des contraintes sur la masse salariale et les équipes. Le soutien renforcé de l'Etat a également été essentiel au regard de la mission réglementaire dans un contexte de transposition de la nouvelle directive qui devrait se poursuivre en 2026.

En termes de contribution au fonctionnement de l'association, les évolutions sur le moyen terme depuis 2018 confirmées en 2025, concernent le net recul des acteurs économiques (-40% sur 8 ans) en lien partiellement avec la baisse de la TGAP, la forte progression de la valorisation de l'expertise (+ 100% en 8 ans), le renforcement de la part de l'Etat (+ 57% en 8 ans) et la relative stabilité de la contribution des collectivités (+8 % sur cette même période)

## 5.2- RECETTES DE FONCTIONNEMENT ET INVESTISSEMENT

Le total des recettes de fonctionnement de l'année 2025 (hors reprise de quote-part de subventions d'investissement) s'élève à 9 millions d'euros contre 9,2 millions d'euros en 2024.

POSTE FINANCEMENT	RÉALISÉ 2025	BUDGET 2025	ÉCART RÉALISÉ 2024 / BUDGET	RÉALISÉ 2024	FINANCEMENT %
COLLECTIVITÉS LOCALES	2 079 018	2 117 319	-1,8%	2 129 502	23%
ACTEURS ÉCONOMIQUES	1 418 019	1 275 565	11,2%	1 561 489	16%
ÉTAT	2 671 030	2 500 919	6,8%	2 500 919	30%
VALORISATION DE L'EXPERTISE & INNOVATION (hors biomasse)	2 817 573	2 821 151	-0,1%	2 342 478	31%
AUTRES PRODUITS (hors Q/P subv. invest)	60 881	50 000	ns	702 911	
TOTAL	9 046 521	8 764 954	3,2%	9 237 299	100%

Le financement du budget de fonctionnement est assuré par l'Etat à 30%, les collectivités locales (23%) et les acteurs économiques (16%) sous la forme de subventions de fonctionnement, pour la réalisation de la mission d'intérêt général d'Airparif.

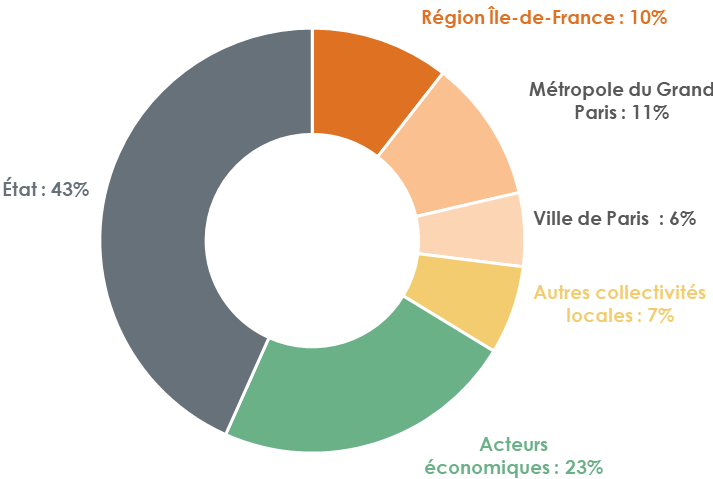
Pour compléter son financement, Airparif a recours à la valorisation de l'expertise qui englobe les études spécifiques, les opérations de mutualisation entre AASQA, les actions à l'international. Ces activités de valorisation de notre expertise permettent de financer 31% du budget, devenant la première source de financement d'Airparif.

Les autres produits se composent des produits financiers et de produits de cession de matériels. Pour rappel en 2024, ces produits incluaient 450 000 euros reçus sous forme d'astreinte de l'Etat comptabilisée en produits exceptionnels et entièrement consommée sur l'année 2024.

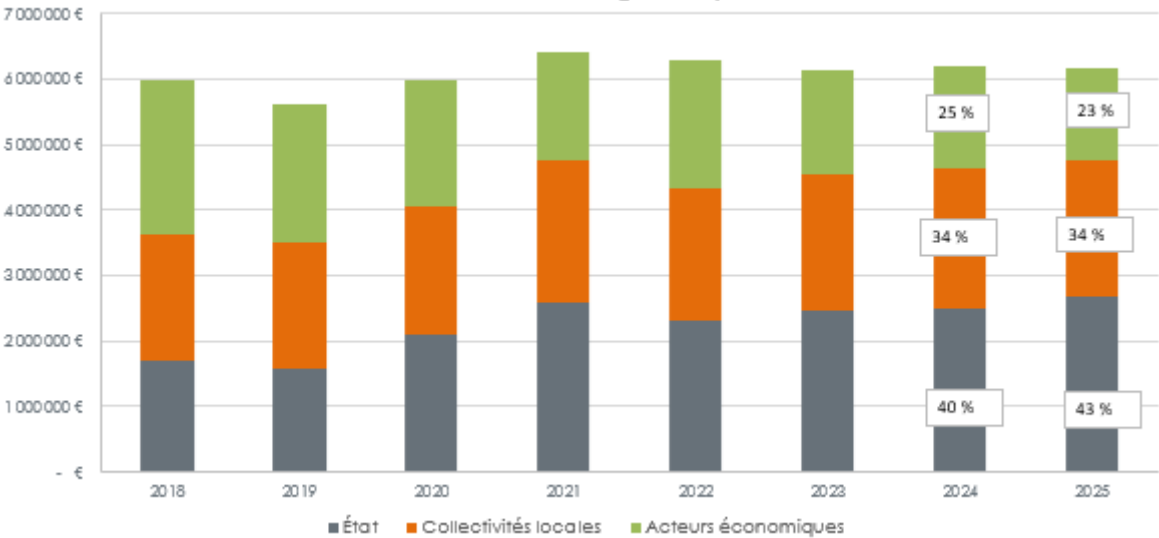
**SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT – Financement de l'Activité réglementaire et d'intérêt général**

Le montant des subventions générales de fonctionnement qui servent au financement de l'activité réglementaire d'intérêt général s'élève à 6 168 067€. En 2025, l'Etat assure 43 % des subventions générales de fonctionnement, les collectivités locales 34 % (dont 11 % pour la Métropole du Grand Paris, 10 % pour le Conseil Régional Île-de-France) et 23 % pour le collège des acteurs économiques.

**Répartition des subventions de fonctionnement par contributeur 2025**



**Évolution de la subvention générale par contributeur de 2018 à 2025**



On constate une baisse sensible de la participation des acteurs économiques dans le financement d'Airparif, en lien avec la diminution structurelle de la collecte TGAP (encore -50 k€ entre 2024 et 2025). Depuis 2018, la collecte TGAP est passée de 2,4 M€ à 0.97 M€, soit une diminution de 60 % en 8 ans.

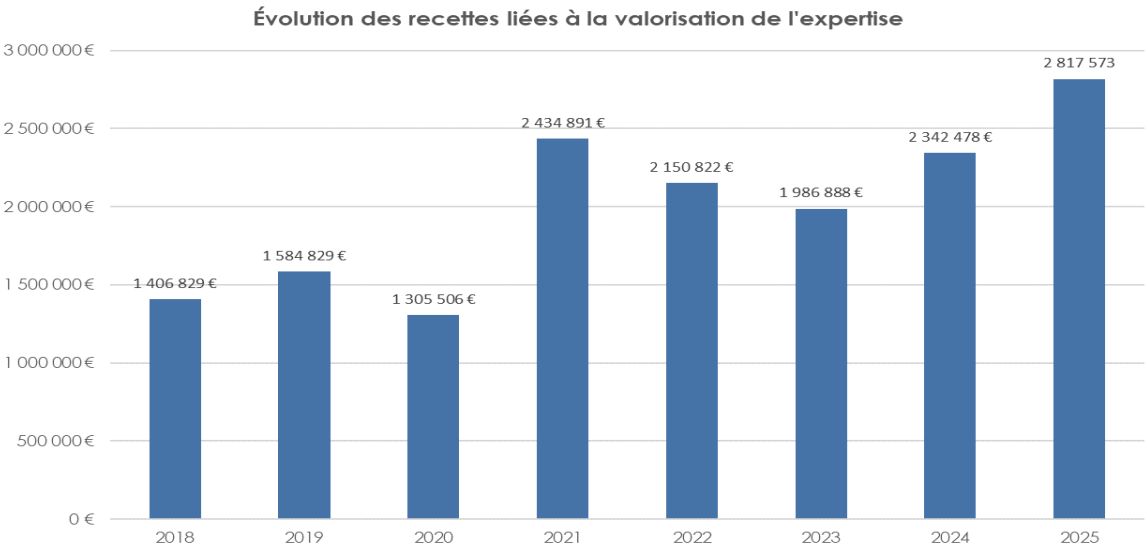
La subvention générale de l'Etat a progressé de 5,5 % en 2025, le budget de soutien complémentaire au dispositif national de surveillance de la qualité de l'air a pu être maintenu et porté dans la Loi de Finance 2025.

La participation des collectivités a diminué de 50 k€ par rapport à 2024, en lien avec la baisse de la subvention apportée par le Conseil Départemental du Val-de-Marne et le gel de 10 % de la subvention fournie décidée par la Ville de Paris.

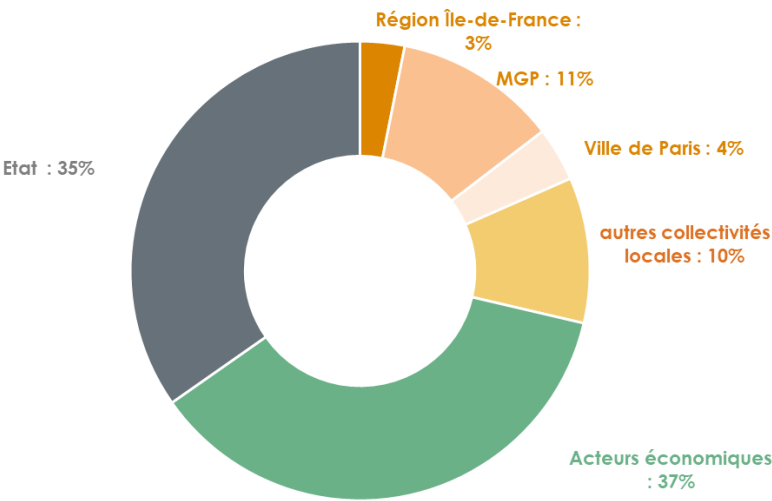
**VALORISATION DE L'EXPERTISE**

Le financement apporté par la valorisation de l'expertise est conforme aux prévisions budgétaires à un haut niveau de 2,8 millions d'euros, à un niveau maximal par rapport aux effectifs en diminution et au regard des ressources humaines également impliquées sur la partie réglementaire de l'activité.

Le financement d'Airparif apporté par la réalisation d'études complémentaires a doublé en 8 ans.



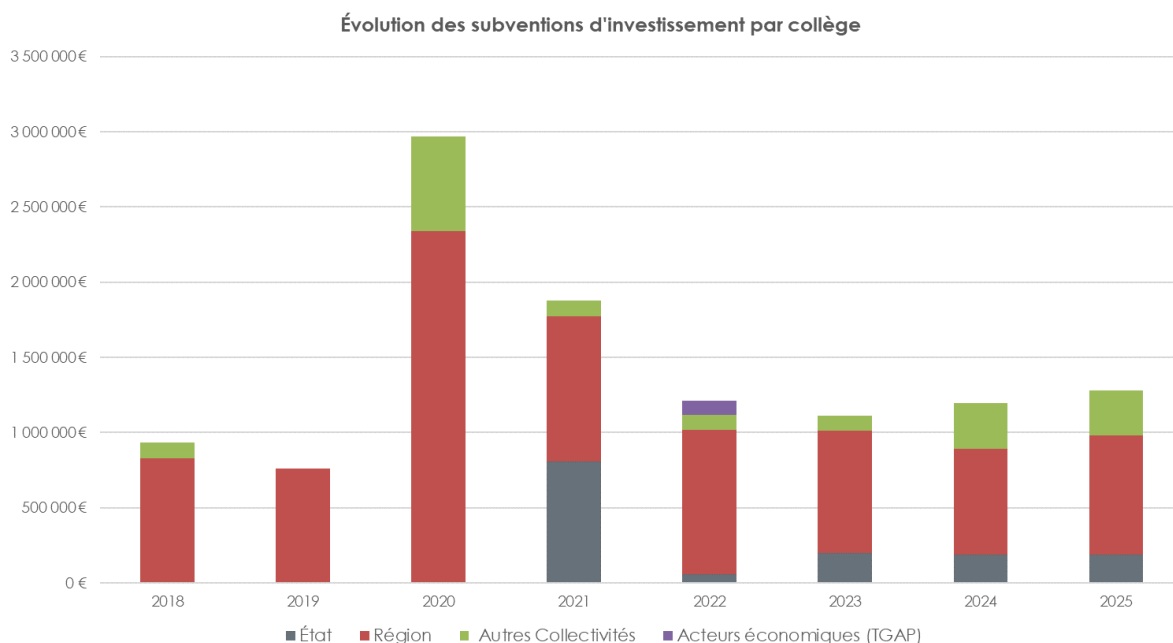
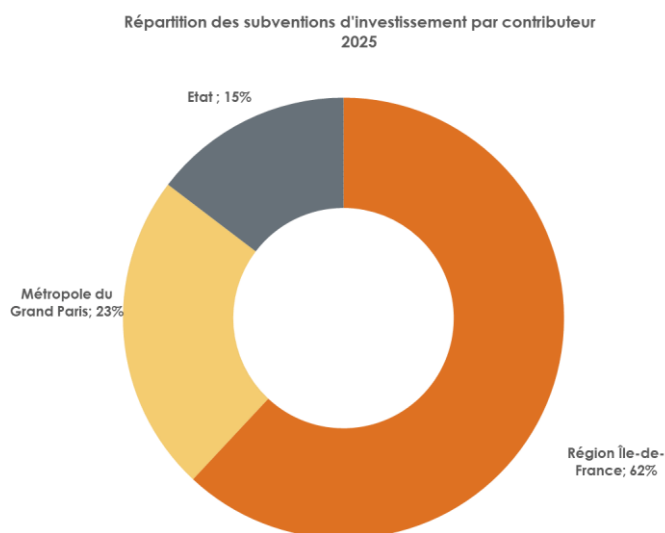
**Répartition de recettes de valorisation de l'expertise par collège en 2025**



## SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT OCTROYEES EN 2025

En 2025, le montant des subventions d'investissement s'élève à 1 281 655 €. Le Conseil Régional Île-de-France reste le premier financeur du budget d'investissement d'Airparif en contribuant en 2025 à hauteur de 794 k€ soit 62 % du budget d'investissement, la Métropole du Grand Paris a accordé une subvention de 300 k€ (23% du budget d'investissement), et la subvention de l'Etat s'est établie à 188 k€ (15% de ce budget).

Au-delà des investissements plus « récurrents » pour le fonctionnement d'Airparif et la surveillance réglementaire, ces investissements peuvent varier de manière importante certaines années du fait de projets spécifiques en lien avec nos membres, comme lors du financement de projets d'expérimentation comme « Mesures et perceptions » ou des programmes de mesures PUF en 2020 et 2021.



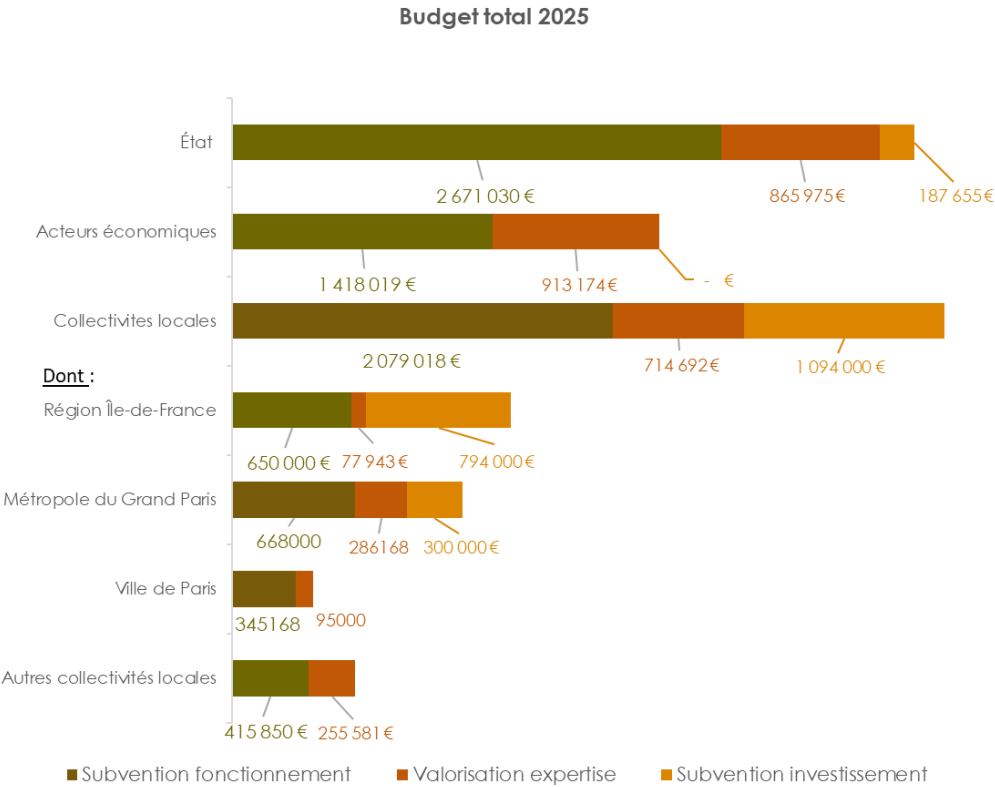
CONTRIBUTION DES COLLEGES AU FINANCEMENT TOTAL D'AIRPARIF

Les membres d'Airparif peuvent contribuer de trois manières au financement de la structure : par le biais de subventions ou de cotisations non affectées, pour le fonctionnement et pour l'investissement, et via le financement de travaux spécifiques.

Le cumul des subventions de fonctionnement obtenues, des produits de la valorisation de l'expertise et des subventions d'investissement par type de financement en 2025 (voir tableau détaillé en annexe page 43) permet de mettre en évidence la contribution totale par collège.

Au total, le collège des collectivités est le premier collège financeur d'Airparif, avec de manière la plus importante la Région, suivie de la Métropole du Grand Paris, puis de la Ville. Le Collège Etat (au sens large, Ministère, ARS, établissements publics ADEME, ANR, labos de recherche, financements européens) est ensuite le deuxième financeur.

Le collège des acteurs économiques est le plus en retrait, sans financement de l'investissement, et malgré une part de valorisation de l'expertise importante.



## 5.3- DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Le montant total des charges de l'exercice 2025 est de 9 986 686€, inférieur de 0,3 % par rapport au budget prévisionnel et inférieur de 7,6 % par rapport à 2024.

Tout au long de l'année 2025, Airparif a contenu ses dépenses en fonction des ressources allouées, avec une visibilité limitée, du fait notamment d'un vote budgétaire national tardif, avec des répercussions notamment pour les collectivités et des allocations et versement des subventions décalées dans le temps.

RUBRIQUE COMPTABLE	RÉALISÉ 2025	BUDGET 2025	ÉCART RÉALISÉ 2025/BUDGET	RÉALISÉ 2024	ÉVOLUTION 2024-2025
Achats	425 859	643 483	-33,8%	656 693	-35%
Services extérieurs	1 390 687	1 544 037	-9,9%	1 597 096	-13%
Charges de personnel (impôts et taxes sur rémunérations inclus)	6 629 983	6 161 359	7,6%	6 635 108	0%
Autres charges, charges financières et amortissement du siège, charges exceptionnelles	457 231	416 075	9,9%	690 868	-34%
Dotations Amortissements (hors siège social)	1 082 926	1 250 000	-13,4%	1 177 038	-8%
<b>TOTAL</b>	<b>9 986 687</b>	<b>10 014 954</b>	<b>-0,3%</b>	<b>10 756 802</b>	<b>-7,2%</b>
<b>TOTAL (hors dotations amort.)</b>	<b>8 903 760</b>	<b>8 764 954</b>	<b>1,6%</b>	<b>9 579 765</b>	<b>-7,1%</b>

Les achats de matières premières, consommables et fournitures ont fait l'objet de réductions sensibles (-33 % par rapport au budget prévisionnel), partout où c'était possible, les achats ont été réduits au maximum et des renégociations de prix ont eu lieu notamment en matière de fournitures d'énergie.

Les dépenses de services extérieurs globalement sont inférieures aux prévisions grâce notamment au passage à la téléphonie sous IP.

Les dépenses de personnel sont en stabilité par rapport à 2024 malgré la prise en compte partielle de l'inflation en 2025 pour l'ensemble des salariés et d'augmentation des charges. Ce qui se traduit par une baisse de personnel avec un budget prévisionnel basé sur un effectif de 71.69 ETP (contre 71.96 en 2024 et 77,12 en 2023). Or, les équipes d'Airparif sont le capital le plus précieux de l'association de par leurs hauts niveaux de compétences et leur spécificité.

L'effectif a été adapté tout au long de l'année pour rester dans ce volume, avec une visibilité limitée et des incertitudes sur le budget 2026. Des départs de personnels experts n'ont pas été remplacés ou dont les remplacements ont été décalés dans le temps. Une situation exceptionnelle a été traitée au cours de l'année, avec versement de l'indemnité légale de fin de contrat et un départ en retraite (dont le coût d'indemnité de fin de carrière est inclus dans les dépenses mais compensé aussi en recettes par le biais de la diminution de la provision pour indemnités de fin de carrière).

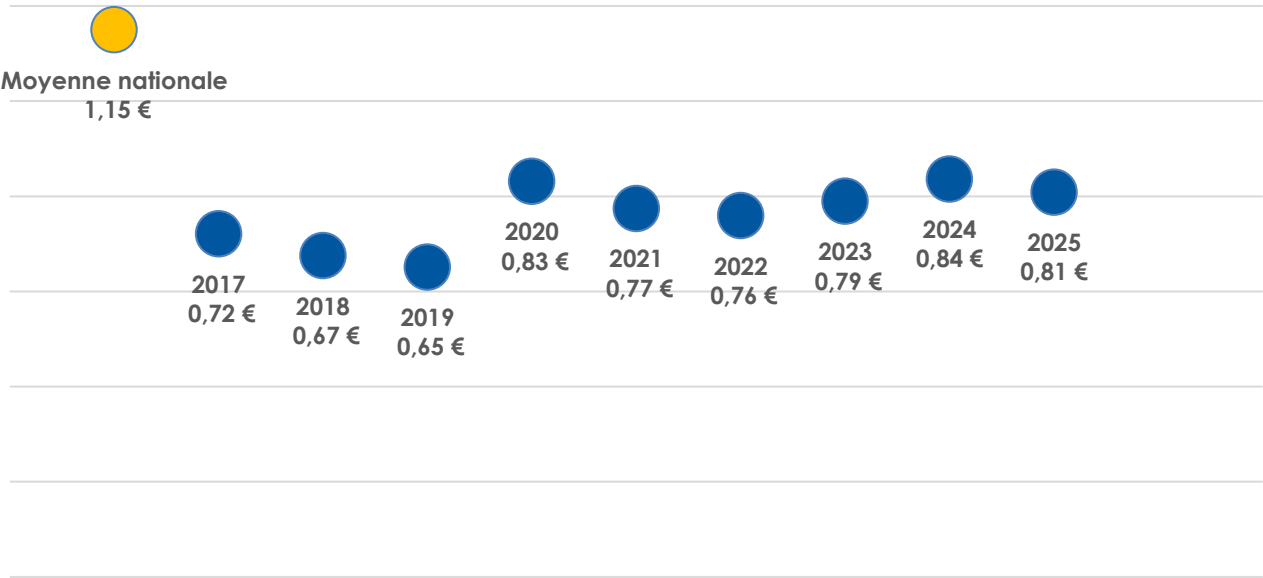
Des augmentations des minima de la convention collective ont eu lieu et les taux de cotisations sociales ont vu leur niveau progresser.

Les autres charges sont inférieures aux prévisions, notamment la dotation aux amortissements de l'immeuble du siège, la nouvelle cabine d'ascenseur ayant été installée en toute fin d'année, très peu d'amortissement a été constaté tandis que l'ancienne cabine avait été sortie des immobilisations fin 2024 et n'a donc pas produit de charges d'amortissement sur 2025.

COÛT PAR HABITANT

Le coût du dispositif de surveillance francilien reste stable et modéré, à 0,81€ par habitant, avec une légère baisse par rapport à 2024, tandis que la moyenne nationale se situe au-delà de 1,15€.

Évolution du coût total par habitant





# 6. ANNEXES

## DETAIL DES RECETTES – COMPARAISON PAR RAPPORT AU BUDGET 2025 ET A 2024

AIRPARIF - COMPTE DE RESULTAT 2025				
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (en €uros)				
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	BUDGET 2025	RÉALISÉ 2025	ÉCART RÉALISÉ 2025 / BUDGET	RÉALISÉ 2024
COLLECTIVITES LOCALES	2 117 319	2 079 018	-1,8%	2 129 502
REGION ÎLE-DE-France - Fonctionnement général	650 000	650 000	0,00%	650 000
METROPOLE DU GRAND PARIS	668 000	668 000	0,00%	668 000
PARIS	383 520	345 168	-10,00%	383 520
DEPARTEMENTS, EPCI ET SYNDICATS	415 799	415 850	0,01%	382 221
Nouvelles adhésions				45 761
ACTEURS ECONOMIQUES	1 275 565	1 418 019	11,2%	1 561 489
TGAP INDUSTRIELS D'AIRASIF	800 000	976 410	22,05%	1 027 524
ACTEURS ECONOMIQUES	475 565	441 609	-7,14%	533 965
ÉTAT	2 500 919	2 671 030	6,8%	2 500 919
MINISTERE DE L'ECOLOGIE - DRIEAT	2 385 760	2 546 030	6,72%	2 385 760
AGENCE REGIONALE DE SANTE - IDF	115 159	125 000	8,55%	115 159
VALORISATION DE L'EXPERTISE & INNOVATION	2 821 151	2 817 573	-0,1%	2 342 478
ETUDES PARTENARIALES	1 685 985	1 560 781	-7,43%	1 234 484
COOPERATION INTERNATIONALES	700 164	527 646	-24,64%	430 177
SECTEUR LUCRATIF	435 002	729 146	67,62%	677 817
Airparif Services	160 359	415 318	158,99%	349 425
Activités inter-AASQA	244 643	280 871	14,81%	301 253
Sous-location siège	30 000	32 958	9,86%	27 139
REVENUS FINANCIERS	50 000	25 919	-48,2%	51 608
AUTRES PRODUITS		34 962	ns	651 303
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT (hors reprises subv investisst )	8 764 954	9 046 521	3,2%	9 237 299
Quote-part de subv investissement virées au résultat	1 250 000	1 021 401	-18,3%	1 035 016
TOTAL GENERAL	10 014 954	10 067 922	0,5%	10 272 315

**AIRPARIF - COMPTE DE RESULTAT 2025**

**DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (en Euros)**

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	BUDGET 2025	RÉALISÉ 2025	ÉCART 2025 RÉALISÉ/BUDGET	RÉALISÉ 2024
<b>ACHATS</b>	<b>643 483</b>	<b>425 859</b>	<b>-33,8%</b>	<b>656 693</b>
CONSOMMABLES	190 100	159 492	-16,1%	229 600
FOURNITURES ET PETIT EQUIPEMENT	419 383	239 900	-42,8%	397 346
FOURNITURES ADMINISTRATIVES & INFORMATIQUES	18 000	17 683	-1,8%	17 705
CARBURANTS	16 000	8 785	-45,1%	12 042
<b>SERVICES EXTERIEURS</b>	<b>1 128 337</b>	<b>967 013</b>	<b>-14,3%</b>	<b>1 187 965</b>
SOUS TRAITANCE	400 837	307 229	-23,4%	466 473
LOCATIONS	84 000	125 089	48,9%	122 960
ENTRETIEN-REPARATION & MAINTENANCES	554 500	448 954	-19,0%	526 577
ASSURANCES	41 000	42 564	3,8%	40 670
DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	5 000	3 450	-31,0%	1 203
FORMATION - SEMINAIRES	43 000	39 728	-7,6%	30 082
<b>AUTRES SERVICES EXTERIEURS</b>	<b>415 700</b>	<b>423 673</b>	<b>1,9%</b>	<b>409 130</b>
HONORAIRES	53 500	66 696	24,7%	58 447
COMMUNICATION et INFORMATION	13 500	7 809	-42,2%	8 955
TRANSPORTS SUR BIENS	22 000	22 315	1,4%	22 898
DEPLACEMENTS, MISSIONS ET RECEPTIONS	96 200	112 329	16,8%	86 929
FRAIS POSTAUX ET DE TELECOMMUNICATION	135 500	111 149	-18,0%	114 860
SERVICES BANCAIRES	6 000	5 555	-7,4%	4 693
PERSONNEL EXTERIEUR (VIE)	30 000	31 322		854
FRAIS DIVERS-COTISATION	59 000	66 500	12,7%	111 494
<b>IMPOTS ET TAXES sur REMUNERATIONS</b>	<b>552 193</b>	<b>617 087</b>	<b>11,8%</b>	<b>585 419</b>
<b>CHARGES DE PERSONNEL</b>	<b>5 609 166</b>	<b>6 012 896</b>	<b>7,2%</b>	<b>6 049 690</b>
REMUNERATION DU PERSONNEL	3 829 368	4 095 316	6,9%	4 131 585
CHARGES SOCIALES	1 678 658	1 809 782	7,8%	1 811 315
AUTRES CHARGES DE PERSONNEL	101 140	107 798	6,6%	106 790
<b>AUTRES CHARGES</b>	<b>416 075</b>	<b>457 229</b>	<b>9,9%</b>	<b>690 868</b>
Autres charges de gestion courante	3 200	40 394	1162,3%	11 892
Charges exceptionnelles				243 797
CHARGES D'INTERETS D'EMPRUNT IMMOBILIER	146 022	146 040	0,0%	151 424
IMPOTS ET TAXES FONCIERES	58 000	79 366	36,8%	50 323
Dotations Amortissement siège social	208 853	191 431	-8,3%	208 351
Dotation pour engagement retraite				25 083
<b>TOTAL BUDGET (hors Amortissements immos subventionnées)</b>	<b>8 764 954</b>	<b>8 903 759</b>	<b>1,6%</b>	<b>9 579 766</b>
<b>DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS IMMOS SUBVENTIONNEES</b>	<b>1 250 000</b>	<b>1 082 926</b>	<b>-13,4%</b>	<b>1 177 038</b>
<b>TOTAL</b>	<b>10 014 954</b>	<b>9 986 686</b>	<b>-0,3%</b>	<b>10 756 803</b>

## DÉTAIL FINANCEMENT TOTAL AIRPARIF 2025

ANNÉE 2025	FONCTIONNEMENT GÉNÉRAL	VALORISATION EXPERTISES	INVESTISSEMENT	FINANCEMENT TOTAL	% DU FINANCEMENT TOTAL
<b>COLLECTIVITES LOCALES</b>	<b>2 079 018</b>	<b>714 692</b>	<b>1 094 000</b>	<b>3 887 710</b>	<b>37,6%</b>
REGION ÎLE-DE-France	650 000	77 943	794 000	1 521 943	14,7%
METROPOLE DU GRAND PARIS	668 000	286 168	300 000	1 254 168	12,1%
PARIS	345 168	95 000		440 168	4,3%
SEINE-SAINT-DENIS	20 400			20 400	0,2%
VAL DE MARNE	20 000			20 000	0,2%
ESSONNE	38 660			38 660	0,4%
VAL D'OISE	18 009			18 009	0,2%
SYCTOM	56 350	16 698		73 048	0,7%
STIF - Ile-de-France Mobilités	54 758	195 700		250 458	2,4%
CA Paris Saclay	15 526	500		16 026	0,2%
CA Paris Est Marne&Bois	22 253			22 253	0,2%
CA Paris Vallée de la Marne	12 700			12 700	0,1%
Nanterre	8 617			8 617	0,1%
L'Hay les roses	6 559			6 559	0,1%
CA Roissy Pays de France	15 940	8 400		24 340	0,2%
CA St Quentin en Yvelines	12 574			12 574	0,1%
CC Carnelle Pays de France	6 327			6 327	0,1%
CAMelun Val de Seine	9 599	10 148		19 747	0,2%
Pantin	7 051			7 051	0,1%
CA Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart	16 251			16 251	0,2%
CA Val d'Europe	6 794	105		6 899	0,1%
CAPAYS DE MEAUX	8 550	525		9 075	0,1%
CA Grand Paris Seine & Oise	18 452			18 452	0,2%
Gennevilliers	6 893			6 893	0,1%
SMTOMLOMBRIC	8 109			8 109	0,1%
Saint Denis	9 962			9 962	0,1%
Ivry sur seine	7 343			7 343	0,1%
Aubervilliers	8 173			8 173	0,1%
NON MEMBRES		23 505		23 505	0,2%
<b>ACTEURS ECONOMIQUES</b>	<b>1 418 019</b>	<b>913 174</b>	<b>-</b>	<b>2 331 193</b>	<b>22,6%</b>
INDUSTRIELS D'AIRASIF	976 410			976 410	9,5%
PFA	56 806			56 806	0,6%
RATP	57 990	7 327		65 317	0,6%
AEROPORTS DE PARIS	55 141	9 375		64 516	0,6%
HAROPA - PORT DE PARIS	33 959	86 800		120 759	1,2%
SNCF GARES & CONNEXIONS	33 959	150 000		183 959	1,8%
Engie Solutions	-			-	0,0%
ENEDIS	33 959			33 959	0,3%
GRDF	33 959			33 959	0,3%
AESIO	33 959			33 959	0,3%
GROUPE LAPOSTE	33 959			33 959	0,3%
VINCI AUTOROUTES	33 959			33 959	0,3%
VNF	33 959			33 959	0,3%
NON MEMBRES		659 672		659 672	6,4%
<b>ETAT</b>	<b>2 671 030</b>	<b>865 975</b>	<b>187 655</b>	<b>3 724 660</b>	<b>36,1%</b>
MINISTERE DE L'ECOLOGIE - DRIEAT-DIRIF	2 546 030	208 171	133 415	2 887 616	28,0%
AGENCE REGIONALE DE SANTE - IDF	125 000	105 088		230 088	2,2%
ADEME		114 509		114 509	1,1%
METEO France				-	0,0%
DGAC		5 625		5 625	0,1%
NON MEMBRES				-	0,0%
AGENCE NATIONALE DE LA RECHERCHE		8 304	54 240	62 544	0,6%
INSERM		6 500		6 500	0,1%
CEA		9 000		9 000	0,1%
EUROPE		34 188		34 188	0,3%
UPEC - ENPC		9 890		9 890	0,1%
AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT		364 700		364 700	3,5%
<b>COLLABORATIONS AASQA-ATMO France</b>		323 732		323 732	3,1%
<b>REVENUS FINANCIERS</b>	25 919			25 919	0,3%
<b>AUTRES PRODUITS</b>	34 962			34 962	0,3%
<b>TOTAL ANNEE 2025</b>	<b>6 228 948</b>	<b>2 817 573</b>	<b>1 281 655</b>	<b>10 328 176</b>	<b>100,0%</b>